



Déclaration liminaire de la FSU Cantal

CDEN du mercredi 12 octobre 2011

Selon le Ministre Luc CHATEL, la rentrée s'est une nouvelle fois bien passée. Les 16 000 suppressions de postes dans l'Education Nationale n'ont rien changé. Le message est toujours aussi bien rodé, la qualité doit céder le pas à la quantité. Cependant la communication, dont notre ministre fut un temps l'expert auprès de Madame BETTENCOURT, n'est pas la solution à tout.

Nous répèterons à nouveau aujourd'hui que la RGPP détruit. Elle nuit gravement à la santé du service public. Passée de slogan politique à dogme idéologique, elle illustre parfaitement l'obstination partisane de nos gouvernants qui ont mis au placard le dialogue social depuis des années, et nient en bloc les revendications légitimes des citoyens.

Les suppressions pour la rentrée 2011 ont amputé notre département de 42 postes dans l'Education Nationale. Plusieurs classes et écoles ont fermé au nom du redécoupage géographique. Le service est amoindri, et les premières victimes sont en premier lieu les élèves. Personne ne peut nier qu'ils sont les premiers à pâtir de l'allongement des durées de transport, de la hausse des effectifs en classe, des absences non remplacées, de la mauvaise formation des nouveaux professeurs ou de l'absence de prise en charge par les RASED. Ce sont les élèves les plus défavorisés qui souffriront le plus des conséquences de cette politique.

Dans le second degré, la situation est déjà tendue. Le nombre d'élèves par classe est en augmentation. Certaines classes du collège comptent 28, 29 voire 30 élèves. En lycée, les classes sont surchargées (35 élèves en seconde). Le choix des options se réduit et se trouve restreint (tout comme les dédoublements) par rapport aux autres départements. Les remplacements ne pourront plus être assurés. Le recours aux contractuels et aux vacataires va encore s'amplifier.

Les mobilisations des parents et des enseignants en 2011 ont prouvé au gouvernement qu'il se trompait de politique. Preuve que le malaise est profond, la grève du 27 septembre a été fortement suivie. De plus, aujourd'hui plus de 80% des citoyens de ce pays se déclarent opposés à la règle comptable du non remplacement d'un enseignant sur deux partant en retraite. Les élus locaux (y compris un bon nombre d'élus de droite) souhaitent que cesse de s'appliquer aveuglement le dogme de la RGPP.

Pour l'exercice 2012, le gouvernement veut poursuivre sa marche en avant. 14 000 nouvelles suppressions sont annoncées. Les classes surchargées vont continuer à se multiplier en collège et en lycée. En primaire, le travail de redécoupage du tissu scolaire va se poursuivre. L'accent sera mis sur les postes « hors la classe », ce qui entraînera inéluctablement une baisse de la qualité du service par l'affaiblissement de l'aide spécialisée aux élèves en difficulté et un moins bon suivi des enseignants en début de carrière. La scolarisation en maternelle se trouvera également dégradée.

On peut ajouter pour démontrer à quel point le malaise est profond que, selon le ministère, 18 734 candidats se sont présentés aux épreuves d'admissibilité du concours de recrutement, soit 45 % des 41 510 inscrits. Notre métier n'attire plus. La réforme de la formation est une catastrophe pour le pays tout entier, et ce déficit d'image projette l'évidence qu'une revalorisation salariale s'impose.

Fort de ce constat, la FSU 15 s'est adressée aux parlementaires du département dans une lettre ouverte les mettant face à leurs responsabilités pour le vote du prochain budget. Ils doivent dorénavant faire leur choix en connaissance de cause et apprécier plus justement les conséquences de leur vote dans leur département. A l'heure où l'on veut rétablir la morale à l'école, la FSU suggère qu'on la rétablisse également dans l'exercice du pouvoir !

**Le service public on l'aime, on le défend !**